

Conditions générales d'utilisation de la plateforme e-RDV du GHT Limousin

1. Préambule et mention légales

Le GHT Limousin

Les 18 établissements publics de santé de l'ex région Limousin constituent le **Groupe Hospitalier de Territoire du Limousin** (GHT Limousin), dont le CHU de Limoges est l'établissement support.

Le GHT porte une dynamique commune dans les champs de :

- L'organisation médicale du territoire sur la base de filières graduées de soins
- La politique de soins
- L'achat
- L'informatique hospitalière

Voici la liste des établissements du GHT Limousin :

- | | |
|-----------------------------------|---|
| - Le CHU de Limoges | - Le CH d'Aubusson |
| - Le CH de Brive | - Le CH de Bort-les-Orgues |
| - Le CH de Guéret | - Le CH de Bourgneuf |
| - Le CH de Haute-Corrèze (Ussel) | - Le CH de Cornil |
| - Le CH de Saint-Junien | - Le CH d'Evau-les-Bains |
| - Le CH de Saint-Yrieix-la-Perche | - Le CH intercommunal du Haut-Limousin |
| - Le CH de Tulle | - Le CH intercommunal Monts et Barrages |
| - Le CH Esquirol | - Le CH de La Souterraine |
| - Le CH La Valette (St Vaury) | - Le CH d'Uzerche |

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (CGU) ont pour objet de définir les modalités de mise à disposition de la Plateforme web **eRDV**, ci-après désignée par « le Service » et les conditions d'utilisation du Service par l'Usager, permettant à l'Usager d'accéder à des services numériques au service de sa santé.

Le Service est mis à disposition par tout ou partie des **18 établissements de santé constituant le GHT Limousin**, ci-après nommé chacun « l'Etablissement » dans le cadre d'une prise en charge coordonnée de santé. Il est hébergé par **le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Limoges**, établissement support du GHT.

Le Service est accessible au grand public via le site institutionnel de l'Etablissements et via le portail Web du GHT Limousin.

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (ci-après CGU) ont pour objet d'encadrer l'utilisation du Service de la plateforme de prise de rendez-vous en ligne que l'Etablissement fournit et exploite.

Il est édité par la société Maincare, Solutions, société par action simplifiées, dont le siège social est situé à Canejan (33610) en France, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro SIRET 414 87 617 700075. L'ensemble des mentions légales de l'éditeur, en particulier, les licences sur les composants utilisés dans la construction de la Solution sont disponibles sur : <https://www.maincare.com/mentions-legales/mentions-legales-199-160.html>

2. Définitions

Les termes ci-dessous définis auront, entre les parties, au singulier comme au pluriel, la signification suivante :

Administrateur :

Désigne le responsable de la gestion des services ;

CGU :

Désigne les présentes conditions générales d'utilisation ;

Données de santé à caractère personnel ou Données de santé :

Données à caractère personnel relatives à la santé physique ou mentale d'une personne physique, y compris la prestation de services de soins de santé, qui révèlent des informations sur l'état de santé de cette personne (article 4-15 RGPD) ;

Identifiant(s) :

Le ou les élément(s) placé(s) sous le contrôle exclusif de l'Usager et lui permettant d'avoir accès au Service ;

Parties :

Désigne l'Etablissement et l'Usager ;

Site :

Désigne le site web de l'établissement permettant à l'Usager d'accéder au Service fourni par l'Etablissements du GHT du Limousin, notamment la prise de rendez-vous médicaux en ligne.

Service :

Désigne l'ensemble des services fournis à l'Usager par l'Etablissement en application des CGU ;

Traces :

Désigne les données issues du système et des composants applicatifs du Site. Ces données assurent la traçabilité des actions des Usagers et de l'exploitation dudit Site.

Usager :

Toute personne physique utilisatrice du Service, faisant ou non l'objet d'une prise en charge par des professionnels de santé libéraux et hospitaliers, des établissements de santé et des établissements et services médico-sociaux, des acteurs de la prévention et de l'éducation

thérapeutique, ayant expressément accepté les présentes CGU et bénéficiant à ce titre du Service proposé sur le site.

3. Objet des CGU

Les présentes CGU ont pour objet de définir les conditions d'accès et d'utilisation par l'Usager des Services proposés par la solution de prise de rendez-vous en ligne. Elles ne substituent aucunement au recueil du consentement lorsque celui-ci est nécessaire (cf. 11. Information et consentement de l'Usager).

Les CGU peuvent être modifiées à tout moment, afin notamment de se conformer à toute évolution technique, légale ou réglementaire.

Les nouvelles CGU seront opposables à l'Usager à compter de leur mise en ligne sur le site et appliquées aux utilisations intervenant à compter de cette date.

4. Entrée en vigueur – opposabilité

Toute utilisation des Services proposés sur le site suppose la consultation et l'acceptation des CGU (ainsi que de leurs modifications) par l'Usager (case à cocher lors de l'inscription).

5. Description des Services proposés

Le service e-RDV permet à l'Usager de prendre des rendez-vous médicaux en ligne avec les professionnels de l'Etablissement.

6. Hébergement du site et des données personnelles

Le Service et les Données personnelles qu'ils contiennent, sont hébergés au CHU de Limoges.

7. Obligations et responsabilités de l'Usager

L'Usager est civilement et pénalement responsable du contenu qu'il crée, modifie ou supprime dans le cadre de l'utilisation du Service. Lors de son inscription, l'Usager saisit son identité telle qu'elle est renseignée sur sa carte d'identité. Une identité valide est en effet nécessaire au bon usage des différents services.

Les Identifiants sont personnels et confidentiels. L'Usager s'engage à ne pas les divulguer. Il est seul responsable de leur utilisation. En cas de perte ou de vol de ses Identifiants, d'anomalie ou de dysfonctionnement, l'Usager doit suspendre l'utilisation des Services et signaler sans délai ces événements à l'Etablissement.

L'Usager est responsable de l'utilisation qu'il fait des Services, ainsi que du contenu des Données qu'il transmet. Il est rappelé que l'Usager doit prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres Données.

Ainsi, toute connexion au Service via l'utilisation de ses Identifiants est réputée effectuée par son titulaire. A cet égard, l'Usager est tenu de s'assurer qu'à l'issue de chaque utilisation, il se déconnecte effectivement du Service, en particulier lorsqu'il y accède à partir d'un ordinateur public.

S'il s'avère que l'utilisation du Service ou que des Données transmises ou échangées par l'Usager sont illicites ou susceptibles de porter atteinte aux droits et libertés d'autres personnes

physiques ou morales, l'Etablissement pourra immédiatement interrompre la fourniture du Service et/ou prendre toutes mesures nécessaires, pour faire cesser cette infraction ou cette atteinte, sans préjudice des éventuels dommages et intérêts.

L'utilisation frauduleuse des Identifiants pour accéder au Service peut causer un préjudice et entraîner des poursuites. Selon l'article 323-1 du Code Pénal : « Le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende ».

8. Responsabilité « Informatique et Libertés »

L'Usager s'engage à :

- Utiliser les Données personnelles dans le cadre strict et nécessaire du Service ;
- Informer immédiatement et par écrit le L'Etablissement de tout incident de sécurité le concernant (exemple : vol d'identifiant ou de mot de passe) ;
- Prendre en compte toute mise à jour, correction, suppression ou autre modification communiquées par l'Etablissement.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité de la Parties défaillante pourra être engagée sur la base des dispositions des articles L. 226-16 et suivants du code pénal, ainsi que des articles L. 323-1 et suivants dudit code.

9. Disponibilité

Les Services sont accessibles 24h/24 et 7 jours/7.

Toutefois, il n'est donné au titre des CGU aucune garantie de performance, de disponibilité et d'accessibilité du Site et Services.

L'Etablissement n'est pas responsable des dommages de toute nature qui peuvent résulter d'une indisponibilité temporaire ou encore de la fermeture définitive de tout ou partie des Services qui y sont associés.

10. Propriété intellectuelle

La structure générale du Site et des Services est la propriété exclusive du L'Etablissement et/ou de ses prestataires, et fait l'objet d'une protection légale au titre de la propriété intellectuelle (droits d'auteur, bases de données, logiciels, marques, etc.).

Toute reproduction ou représentation totale ou partielle du Service par une personne physique ou morale, par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation expresse de l'Etablissement est interdite et constituerait un acte de contrefaçon sanctionné notamment par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

Toute réutilisation ou extraction totale ou partielle, des bases de données des Services par une personne physique ou morale, par quelque procédé que ce soit, est interdite et constituerait un acte sanctionné par les articles L. 343-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

Toute reproduction totale ou partielle des marques et logos des Services réalisée sans

l'autorisation expresse de l'Etablissement est interdite en application des articles L. 713-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

11. Responsabilités

L'Etablissement est responsable pour tout dommage causé par l'exécution du Service, à condition que soit rapportée la preuve d'un dommage à leur charge, un préjudice subi et, un lien de causalité entre le préjudice et le dommage causé.

12. Droit « Informatique et libertés » des Usagers

Les données de connexion des Usagers font l'objet d'un traitement par l'Etablissement afin de garantir les accès, la sécurité et la confidentialité des Données traitées, ainsi que des statistiques d'usage.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), l'Usager dispose d'un droit d'accès, de modification, de rectification, de limitation, de portabilité (lorsqu'il s'applique) et d'opposition à tout moment sur les données le concernant.

L'Etablissement s'engage à répondre à toute demande de l'Usager s'inscrivant dans l'exercice :

- De son droit d'accès à ses Données de santé ;
- De ses droits de rectification, limitation ou de suppression des données de santé le concernant ;

Chu de Limoges	CH de Tulle
<ul style="list-style-type: none"> - Droit d'accès à ses Données de santé relations.usagers@chu-limoges.fr ; - droits de rectification ou de suppression des données de santé le concernant dpo@chu-limoges.fr ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Droit d'accès à ses Données de santé dpo@ch-tulle.fr ; - droits de rectification ou de suppression des données de santé le concernant dpo@ch-tulle.fr ;

Pour toute réclamation, l'Usager peut déposer une plainte auprès de la CNIL.

13. Durée du droit d'utilisation du Service

La durée du droit d'utilisation des Services est indéterminée. Elle prend fin dans les cas visés par les CGU ou en cas d'arrêt du Service.

14. Convention de preuve

L'Etablissement a mis en place les moyens techniques nécessaires pouvant démontrer les actions des usagers.

Afin de contrôler et de garantir le respect de ses obligations et de celles de l'ensemble des utilisateurs, l'Etablissement assure la traçabilité des accès et des actions (authentification des Usagers, horodatage, actions effectuées sur les Données et documents des Services).

Il est donc convenu que, sauf erreur manifeste, les données contenues dans les systèmes d'information de l'Etablissement ou de ses prestataires ont force probante quant aux éléments de preuve relatifs aux accès et aux informations résultantes du traitement informatique relatif aux Services.

15. Litiges

Les parties conviennent que les différends qui viendraient à se produire à la suite ou à l'occasion des présentes CGU, faute de pouvoir être réglés à l'amiable, seront soumis aux tribunaux compétents.

Le droit français s'applique.